

PAYS DE SAVOIE

# Pourquoi les travailleurs frontaliers se ruent-ils vers la Savoie ?

**Si le nord de la Haute-Savoie a toujours attiré les Français travaillant en Suisse, ceux-ci n'hésitent plus, désormais, à s'installer plus loin de la frontière, jusqu'au nord de la Savoie pour certains, face à la montée des prix immobiliers dans le Genevois.**

En 20 ans, le travail frontalier a explosé autour de Genève. Selon la dernière étude de l'Insee, ils sont près de 100 000 travailleurs de Haute-Savoie, Savoie et du Pays de Gex à passer la frontière chaque jour, soit une hausse de 57 % en 10 ans ! Les communes situées au plus près de la frontière les ont toujours attirés, ce n'est pas nouveau. Annemasse et Saint-Julien-en-Genevois possédaient déjà, en 1999, plus de 25 % de frontaliers parmi leur population active... Des chiffres qui grimpent aujourd'hui à plus de 50 % !

Mais selon l'Insee, les frontaliers ne vivent plus uniquement dans ces villes limitrophes de la Suisse. « Leur nombre explose dans des communes de plus en plus éloignées de Genève », observe Sébastien Cartier, vice-président de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM) Savoie Mont-Blanc.

**Le Smic suisse ne suffit plus !**

La tension est telle dans le Genevois que, malgré leur salaire suisse, certains frontaliers n'arrivent plus à acheter. « C'est particulièrement vrai pour les couples dont un seul des conjoints travaille en Suisse », constate Sé-



**À Grésy-sur-Aix, aux portes d'Aix-les-Bains (et près de l'entrée d'autoroute), le marché du neuf est en plein développement, avec des prix 15 à 20 % moins chers que dans le Genevois.** Archives photo Le DL/Michel GANDON

bastien Cartier. Rien qu'à Saint-Julien-en-Genevois et Annemasse, le prix du mètre carré a grimpé de 25 % en 10 ans.

Ces niveaux de prix se reportent petit à petit sur les alentours du Genevois, jusque dans le Bas-Chablais. Ils confortent au passage la cote des secteurs les plus prisés comme Ambilly, Neydens ou Archamps qui ont vu leur prix médian au mètre carré augmenter de 25 % à 30 % en 10 ans. « Ces communes, avec leur joli marché de maisons individuelles, ne sont désormais accessibles qu'à des couples de frontaliers CSP + », observe Sébastien Cartier.

Ironie du sort : ces niveaux de prix ont été atteints sous l'effet, justement, d'un nombre toujours croissant de Français travaillant en Suisse, « où le Smic à 3 800 euros bruts par mois leur

confère un pouvoir d'achat bien supérieur aux travailleurs français », constate Olivier Gallais, président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) des Alpes. Résultat, de plus en plus de frontaliers se reportent sur des marchés périphériques.

« C'est le cas dans les petites communes de campagne comme Viry, Valleiry ou Chênex, qui permettent d'accéder facilement à la rive droite du lac Léman, analyse Sébastien Cartier. Du côté d'Annemasse, la Vallée Verte séduit de plus en plus, de Boège à Habère-Poche, des villages avec des maisons et un foncier moins onéreux. Plus au sud, La Roche-sur-Foron, Saint-Pierre-en-Faucigny et Bonneville attirent également. Les frontaliers se laissent tenter par ces communes reculées où les prix sont attractifs (entre 2 000 et 3 000 euros le m<sup>2</sup>),

tout en restant à une vingtaine de minutes de Genève par l'A40. »

Aussi, la structuration fin 2019 d'un réseau ferroviaire transfrontalier reliant le nord de la Haute-Savoie au centre de Genève a fait bouger les lignes. « Le Léman Express a désenclavé une bonne partie du Chablais. En conséquence, la demande se déplace. Auparavant, les acquéreurs voulaient tous être au plus près de la frontière. Ils sont désormais nombreux à Bons-en-Chablais ou Machilly, par exemple. » Selon lui, des hausses de prix sont à prévoir à l'avenir dans ces secteurs.

**Des frontaliers toujours plus loin de la frontière**

Le phénomène s'accroît aussi plus au sud. Jugez plutôt : à Cruseilles, la part des frontaliers

SAVOIE

**Les courses livrées par ses voisins avec le service Shopopop**



**Shopopop propose un service de livraison entre particuliers.** Archives photo Le DL/Étienne GENTIL

Shopopop, la plateforme de livraison collaborative entre particuliers, renforce son activité en Savoie. Basé sur le modèle de Blablacar, ce service était déjà bien implanté sur La Motte-Servolex, Aix-les-Bains, Cognin, Le Pont-de-Beauvoisin... Aujourd'hui, c'est au tour des habitants de Montmélan, Salins-les-Thermes et Bourg-Saint-Maurice de pouvoir se faire livrer leurs courses et leurs colis à l'adresse, au jour et à l'heure de leur choix, par un membre de la communauté de particuliers livreurs appelés shoppers. Ces derniers reçoivent en contrepartie un « pourboire » qui leur permet de rentabiliser leur trajet, en livrant un voisin par exemple. L'utilisateur bénéficie du service directement via son magasin, grâce au partenariat noué entre une enseigne et Shopopop. A l'heure où la distanciation sociale reste la règle pour faire face à la pandémie de Covid-19, c'est aussi une solution qui permet aux personnes fragiles de continuer à faire leurs courses en toute sécurité.

CHAMBÉRY

**Du financement participatif pour développer la plateforme HoliSanté**

C'est pour en finir avec les difficultés d'accès aux pratiques des thérapies psychologiques et des médecines alternatives que la psychologue Sylvie Salignac a lancé, en février dernier, depuis Chambéry, HoliSanté. Sur cette plateforme 100 % en ligne, il suffit de quelques clics pour prendre rendez-vous pour une consultation qui se déroulera en visioconférence, par téléphone ou par chat. « Entre janvier 2020 et février 2021, nous avons conçu la plateforme, effectué les tests nécessaires liés à la sécurité comme à l'utilisation de la plateforme, adapté la fluidité de l'utilisation du site et établi une équipe de praticiens diplômés », explique la fondatrice. Une initiative opportune alors que la pandémie de Covid-19 et les confinements et couvre-feux à répétition ont engendré des détresses psychologiques et fait exploser les demandes de consultations en ligne. Sylvie Salignac ambitionne aujourd'hui d'accélérer le développement d'HoliSanté et d'embaucher des salariés en lançant une campagne de financement participatif via la plateforme spécialisée Ayomi. L'entreprise vise l'international : d'abord la Suisse, puis les États-Unis à partir de 2022.

Yann FORAY

## Des frontaliers qui veulent du calme et du vert

En parallèle des frontaliers en quête de prix plus attractifs ou d'accessibilité, d'autres se paient le luxe de privilégier leur cadre de vie.

Sébastien Cartier, vice-président de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM) Savoie Mont-Blanc, voit des frontaliers ayant la possibilité de télétravailler plusieurs jours par semaine, - de fait, moins exigeants quant aux kilomètres à avaler pour aller sur leur lieu de travail -, s'installer dans des secteurs qu'ils excluaient auparavant. De quoi expliquer une part de frontaliers grandissante dans les massifs des

Bauges, des Bornes ou du Chablais...

Alors qu'ils n'étaient quasiment pas présents au Grand-Bornand en 1999, ils représentent désormais 2,1 % de la population active. À Samoëns, leur part est passée de 1,7 à 3,3 % et à Tignes de 1,9 à 5,5 %.

Y.F.

**La commune d'Entrelacs est aussi attractive pour ceux qui souhaitent quitter la ville et privilégier leur cadre de vie.** Archives photo Le DL/Jacques THOMÉ



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## Protection de l'enfance : les professionnels veulent être vaccinés

**Dans un communiqué commun, plusieurs acteurs de la protection de l'enfance, dont les Apprentis d'Auteuil, demandent que les professionnels figurent sur les listes de la vaccination prioritaire.**

Pour eux, le gouvernement doit prendre « une mesure d'urgence ». Dans un communiqué commun, rédigé par une dizaine de structures associatives dont les Apprentis d'Auteuil en Auvergne-Rhône-Alpes, les professionnels de la protection de l'enfance et du secteur associatif habilités de la Protection judiciaire de la jeunesse « demandent de pouvoir figurer immédiatement sur la liste de ceux qui ont besoin d'être vaccinés ».

« Notre objectif est de faire un appel massif et fort pour ne pas être oubliés », explique Claudine Boyer-Monestes, directrice ré-

gionale adjointe sud-est de la Fondation Apprentis d'Auteuil.

**« On ne peut pas se permettre d'interrompre notre mission »**

Avec le nouveau confinement et la fermeture des établissements scolaires, les professionnels doivent accueillir et accompagner quotidiennement et en permanence les enfants et leurs familles, en établissement comme à domicile. « C'est notre mission et elle doit être assurée en continu, on ne peut pas se permettre de l'interrompre. Pour cela, il est nécessaire que nos salariés et bénévoles soient vaccinés. On a également besoin que nos équipes soient sécurisées, rassurées, mais aussi les jeunes et les familles que nous accompagnons. »

L'expérience des deux premiers confinements a en effet montré qu'il ne fallait surtout pas ralentir l'accompagnement des

plus fragiles, au risque de voir leurs situations s'aggraver, rappellent les signataires. Car sans vaccin, le risque d'absentéisme des accompagnants s'accroît : « Nous avons eu évidemment, et comme partout, des cas de Covid parmi nos équipes mais aussi parmi les jeunes et les enfants qui doivent alors s'isoler, ce qui n'est pas du tout évident », souligne Claudine Boyer-Monestes.

À ce jour, plus d'une semaine après leur appel, les professionnels de la protection de l'enfance n'ont pas reçu de réponse du gouvernement. « Généralement, lorsqu'on a une réponse, on a une circulaire qui arrive, ce qui n'est pas le cas à ce jour. Mais je sais qu'Adrien Taquet (secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance, Ndlr) est à notre écoute, il a déjà fait en sorte que les professionnels du social puissent bénéficier de la garde des enfants. Mais nous nous de-

vons de rappeler que nous sommes présents au quotidien auprès des plus vulnérables donc nous croyons dans la réaction autour de cet appel. »

Clémence LENA

L'appel a été corédigé par la Fondation Apprentis d'Auteuil, Action Enfance, La Vie au grand air priorité enfance, SOS villages d'enfants, l'Union nationale inter-fédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux, le Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert, l'Association nationale des assistants maternels assistants & accueillants familiaux, Cithea, le Groupe SOS Jeunesse et la Convention nationale des associations de protection de l'enfant.

**RETROUVEZ LE SON SUR**  
ledauphine.com

Mon beau  
**VILLAGE**  
2021

**VOTEZ** pour  
**Votre Beau Village**  
sur  
[www.ledauphine.com](http://www.ledauphine.com)

Une opération

le dauphiné libéré

La Région  
Auvergne-Rhône-Alpes

En partenariat avec:  
AGATE  
AGENCE ALPINE  
DES TERRITOIRES